

Service Achats Marchés Publics

Tél. : 05 61 94 78 10

Fax : 05 61 94 78 08

Marché de fournitures et de services

<p>MARCHE D'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS THERMIQUES DES BATIMENTS COMMUNAUX Septembre 2012 à juin 2017</p>

VILLE DE SAINT-GAUDENS

Cahier des Clauses Administratives Particulières

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES	5
1.1 - OBJET DU MARCHE	5
1.2 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	5
1.3 - DUREE DU MARCHE	5
ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	5
ARTICLE 3 : DELAIS D'EXECUTION OU DE LIVRAISON	6
3.1 - DELAIS DE BASE	6
3.2 - PROLONGATION DES DELAIS	6
ARTICLE 4 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
4.1 - DISPOSITIONS GENERALES	6
4.1.1 PRISE EN CHARGE	6
4.1.2 FIN DE CONTRAT	7
4.1.3 DOCUMENTATION TECHNIQUE	7
4.1.4 PERSONNELS ET MOYENS DE LA SOCIETE	7
4.1.5 SECURITE – ENVIRONNEMENT	8
4.1.6 ACCES – LOCAUX MIS A DISPOSITION	8
4.1.7 GARANTIES PIECES ET EQUIPEMENTS FOURNIS	8
4.1.8 RESPONSABILITES - ASSURANCES	9
4.2 – MODALITE D'INTERVENTION	9
4.2.1 HORAIRES D'INTERVENTION	10
4.2.2 CONDUITE ET SURVEILLANCE	10
4.2.3 INTERVENTION DE MAINTENANCE PREVENTIVE	10
4.2.3.1 Planification	10
4.2.3.2 Documents de maintenance	10
4.2.4 INTERVENTION DE MAINTENANCE CORRECTIVE	10
4.2.4.1 Programme d'exécution	10
4.2.4.2 Initiative des interventions	10
4.2.4.3 Délais d'intervention	11
4.2.4.4 Compte rendu d'intervention	11
4.2.4.5 Fournitures et pièces détachées	11
4.2.4.6 Prestations hors forfait	11
4.2.4.7 Coordination des interventions extérieures	12
4.3 - FORMATION DU PERSONNEL	12
ARTICLE 5 : VERIFICATIONS ET ADMISSION	12
5.1 - OPERATIONS DE VERIFICATION	12
5.2 - ADMISSION	12
5.3 – RECEPTION DES OUVRAGES REALISES DANS LE CADRE DE LA GARANTIE TOTALE P3	12
ARTICLE 6 : MARCHANDISES REMISES AU TITULAIRE	13
ARTICLE 7 : GARANTIES FINANCIERES	13

ARTICLE 8 : AVANCE	13
8.1 - CONDITIONS DE VERSEMENT ET DE REMBOURSEMENT	13
8.2 - GARANTIES FINANCIERES DE L'AVANCE	13
ARTICLE 9 : PRIX DU MARCHE	14
9.1 - CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	14
9.2 – DEFINITIONS ET VARIATIONS DANS LES PRIX	14
9.2.1 - MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX DU MARCHE	14
9.2.2 – PRESTATION P2 : CONDUITE ET MAINTENANCE	14
9.2.3 – PRESTATION P3 : GARANTIE TOTALE	14
9.3 – VARIATION DES PRIX	14
9.3.1 – PRESTATION P2 : CONDUITE ET MAINTENANCE	15
9.3.2 – PRESTATION P3 : GARANTIE TOTALE	15
ARTICLE 10 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	15
10.1 - ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS	15
10.2 - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS	16
10.3 - MODE DE REGLEMENT	16
ARTICLE 11 : PENALITES	16
11.1 – DEFINITION DES MANQUEMENTS DIVERS ET NON RESPECT.	16
11.1.1 – RETARDS - INTERRUPTIONS	16
11.1.1.1 Chauffage des locaux	16
11.1.1.2 Eau chaude sanitaire	17
11.1.2 INSUFFISANCE OU EXCES POUR LE CHAUFFAGE DES LOCAUX	17
11.1.3 INSUFFISANCE OU EXCES POUR FOURNITURE D'EAU CHAUDE SANITAIRE	17
11.1.4 INSUFFISANCE VIS A VIS DES OBLIGATIONS EN TERME DE LEGIONELLA	18
11.1.5 INSUFFISANCE POUR NON ENTRETIEN DES VMC	18
11.2 – PENALITES.	18
11.2.1 - PENALITES POUR NON RESPECT DES CONDITIONS DE FOURNITURE GARANTIE	18
11.2.2 - PENALITES POUR RETARD	18
11.2.3 - PENALITES POUR DEFAT D'EXECUTION DES PRESTATIONS P2 OU P3	19
11.2.4 – PENALITE POUR DEFAT VIS A VIS DE LA PREVENTION DE LA LEGIONELLOSE	19
11.2.5 – PENALITE POUR DEFAT D'ENTRETIEN DES VMC	19
ARTICLE 12 : MARCHE DE MATERIELS INFORMATIQUES, LOGICIELS OU PROGICIELS	19
ARTICLE 13 : ASSURANCES ET GARANTIES	19
13.1 – GENERALITES	19
13.2 – INSTALLATIONS GARANTIES	19
13.3 – RESPONSABILITES ET SUBROGATIONS	19
ARTICLE 14 : RESILIATION DU MARCHE	20
14.1 – OBLIGATION RELATIVES AU COMPTE D'EXECUTION DE LA GARANTIE TOTALE.	20
14.2 – DEFAT D'EXECUTION DES PRESTATIONS P2 OU P3	20
14.3 – INEXACTITUDE DES DOCUMENTS	20
ARTICLE 15 : DROIT ET LANGUE	21

ARTICLE 16 : CLAUSES COMPLEMENTAIRES

21

ARTICLE 17 : DEROGATIONS AU C.C.A.G. FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

21

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales

1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent :

LE MARCHE D'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS THERMIQUES DES BATIMENTS COMMUNAUX, en particulier « la conduite et la maintenance P2 » et « la garantie totale avec transparence et gestion de la vétusté P3 » des installations thermiques présentes sur les différents bâtiments listés à l'annexe 1 du CCTP.

Le marché comprend une base P2 ; P3, de type PF* (* : selon les définitions du guide des clauses techniques des marchés publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des matériels et avec obligation de résultat, approuvé par la décision 2007-17 du 4 mai 2007 du comité exécutif de l'Observatoire Economique de l'Achat Public)

Lieu(x) d'exécution : SAINT GAUDENS

1.2 - Décomposition en tranches et lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots.

1.3 - Durée du marché

Le marché prend effet au 1^{er} septembre 2012, pour une durée de cinq ans reconduit chaque année tacitement.

Article 2 : Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

A) Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés
- La décomposition du prix global et forfaitaire

B) Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009, JORF N°0066 du 19 mars 2009 et son annexe, en vigueur lors de la remise des offres ou lors du mois d'établissement des prix (mois Mo)
- Le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services,
- Les recommandations du guide des Clauses Techniques des marchés Publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des matériels et avec obligation de résultat, approuvé par la décision 2007-17 du 4 mai 2007 du comité exécutif de l'Observatoire Economique de l'Achat Public

- D.T.U.
- Le règlement sanitaire départemental en vigueur en Haute Garonne
- Le code du travail
- Le code de la construction et de l'habitation
- Le code de l'urbanisme (déclaration de travaux)
- La réglementation relative à la sécurité contre l'incendie dans les E.R.P.
- Les normes AFNOR et EN
- Les règles environnementales en vigueur

Article 3 : Délais d'exécution ou de livraison

3.1 - Délais de base

Le délai d'exécution de l'ensemble du marché est de un an renouvelable quatre fois par tacite reconduction. Le marché s'il est reconduit quatre fois, prendra fin le 30 juin de l'année 2017.

3.2 - Prolongation des délais

Sans objet

Article 4 : Conditions d'exécution des prestations

4.1 - Dispositions générales

4.1.1 Prise en charge

Le titulaire déclare s'être parfaitement informé de la constitution des locaux et de la consistance des matériels ou équipements dont il doit assurer la gestion technique ; Il déclare prendre en charge les installations dans les conditions de fonctionnement prévues au CCTP sans réserve.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements est établi à la prise d'effet du marché ; les index des différents compteurs de gestion de l'énergie sont relevés à cette occasion et servent de référence pour le début des prestations P1 si l'option est retenue. Il est précisé que les interventions de mise en conformité réglementaires consécutives à cet état des lieux des matériels ou équipements sont à la charge du Maître d'Ouvrage.

Pour les équipements et matériels nouveaux mis en place en cours de marché, le titulaire déclare avoir pris connaissance des essais préalables à la mise en service des équipements et des procès-verbaux de réception qui tiennent lieu d'état des lieux initial, ainsi que des conditions particulières de mise en jeu de la garantie des équipements. Il assiste à la réception des équipements ou matériels installés en cours de marché et aux levées des réserves effectuées.

Le titulaire fera son affaire de toutes les démarches nécessaires au changement en son nom des comptages qui relèveront de sa compétence dans le cadre de l'option P1, le cas échéant.

4.1.2 Fin de contrat

Le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché les installations en état normal d'entretien et de fonctionnement. Un procès verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements sera établi à la fin de l'exécution du marché ; les index des différents compteurs de gestion de l'énergie seront relevés à cette occasion et serviront de référence pour la fin des prestation P1 si l'option est retenue.

4.1.3 Documentation technique

Le Maître d'Ouvrage s'oblige à remettre au titulaire l'ensemble des documents techniques en sa possession, relatifs aux installations et aux équipements faisant l'objet du présent marché.

Tous les frais éventuels de reproduction sont à la charge du titulaire.

4.1.4 Personnels et Moyens de la société

Les personnels intervenant habituellement ou en remplacement pour le compte du titulaire doivent être préalablement agréés. A cet effet, le titulaire remet annuellement au Maître d'Ouvrage la liste nominative du personnel d'intervention et de remplacement pour agrément.

Ces personnes possèdent les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leurs sont confiées, dans les compétences thermiques, climatiques et elles justifient d'une expérience significative dans le domaine du service aux collectivités. A défaut, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de refuser l'affectation d'un agent.

Les personnels du titulaire intervenant sur le site restent placés sous son autorité. Cependant, si un agent par son comportement ou par manque d'efficacité faisait l'objet de réclamations justifiées, le Maître d'Ouvrage est en droit de demander son remplacement immédiat.

Le titulaire doit justifier à l'appui de sa proposition de service, puis en permanence durant l'exécution du marché, de moyens locaux suffisants en nombre et qualité pour assurer sa prestation, y compris la couverture d'astreinte. Un manquement à cette obligation sera considéré comme un défaut de prestation P2, sanctionné selon les dispositions prévues à l'article 11 du présent CCAP.

Le personnel d'astreinte du Maître d'Ouvrage devra avoir la possibilité de contacter 24 H sur 24 et 7 J sur 7 un cadre technique habilité à prendre toute décision opérationnelle et capable d'intervenir ou de faire intervenir en toutes circonstances et dans les délais requis les personnels qualifiés nécessaires.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur principal du Maître d'Ouvrage pour la gestion et le suivi du marché. Tout changement de ce responsable est signalé sans délai à l'attention du Maître d'Ouvrage.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- Aux dispositions générales prévues par la législation du travail
- Aux règlements intérieurs particuliers applicables sur les différents sites
- Aux plans de prévention hygiène et sécurité du travail.

Le titulaire met à disposition de son personnel l'outillage standard spécifique, les moyens d'accès tels que nacelles ou échafaudages, les moyens de communication, les instruments de mesure et autres moyens nécessaires à la réalisation de ses obligations. Il assure la conformité réglementaire de ces équipements et de leur utilisation.

Le titulaire ne pourra exciper du fait de grèves, maladie ou absence de son personnel pour ne pas remplir ses obligations contractuelles.

4.1.5 Sécurité – Environnement

Le titulaire s'engage à respecter les conditions de sécurité et d'environnement auxquelles est soumis le Maître d'Ouvrage

En particulier, le titulaire doit maintenir en parfait état de propreté les locaux dont il a la charge dans le cadre du présent marché : les déchets liés à l'exécution de ses prestations seront éliminés au travers de filières agréées.

4.1.6 Accès – Locaux mis à disposition

Le Maître d'Ouvrage s'engage à mettre à la disposition exclusive et gratuite du titulaire, pendant toute la durée du marché, tous les locaux techniques liés à l'exécution du présent marché, à les maintenir conformément à la réglementation en vigueur, clos et couverts, en bon état, et conformément aux règlements de police et d'assurance à en interdire l'accès à toute personne non mandatée, en particulier pour les chaufferies.

Le Maître d'Ouvrage autorise le personnel du titulaire ou celui de ses sous-traitants à pénétrer dans tout immeuble ou partie d'immeuble concerné par ce présent marché pour y exécuter les prestations contractuelles. Le Maître d'Ouvrage s'engage à faire ce qui est en son pouvoir pour avertir les locataires des immeubles locatifs et faire en sorte que ces derniers puissent autoriser finalement l'accès aux équipements de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire lorsque nécessaire.

4.1.7 Garanties pièces et équipements fournis

Tout matériel fourni par le titulaire est garanti par ses soins pièces et main d'oeuvre pendant un an à compter de sa réception par le Maître d'Ouvrage.

Dans le cas de remplacement de pièces relevant de la conduite P2, la réception est effective dès la mise en service de la pièce. Une simple mention est faite sur le livret de maintenance.

Dans le cas de remplacement de pièces ou d'équipements relevant de la garantie totale P3, la réception est réalisée par la Maître d'Ouvrage dans les conditions fixées à l'article 5.3 de présent C.C.A.P. Les livrets de maintenance mentionneront la date de prise d'effet de cette garantie. Dans le cas où une défaillance affecterait un tel matériel pendant la durée de garantie, son remplacement serait à la charge du titulaire. Le matériel de remplacement sera à nouveau garanti pendant un an à compter de la date de remplacement, dans les mêmes conditions.

4.1.8 Responsabilités - Assurances

Le titulaire est responsable sans aucune restriction de définition des dommages qui peuvent être causés aux personnes, aux biens ainsi qu'aux installations dont il assure la surveillance, le contrôle et l'entretien lorsque ces dommages proviennent ou résultent de sa faute ou de celle de ses préposés et sous-traitants, ou d'un manquement à ses obligations.

Le titulaire est responsable vis à vis du Maître d'Ouvrage et des tiers dans le cadre de l'activité qu'il déploie en application du présent marché, en vertu des articles 1381 à 1386 du Code Civil. Dans le cadre des prestations et obligations découlant du présent marché, la responsabilité du titulaire à l'égard du Maître d'Ouvrage et des tiers est régie par les règles du droit commun. Cette responsabilité est limitée aux garanties en nature et plafonds fixées par ses polices d'assurance et précisées dans la copie d'attestation jointe obligatoirement au dossier de réponse à consultation.

Toutefois, ces garanties ne pourront pas être inférieures à VINGT MILLIONS d'EUROS par sinistre et par année d'assurance. Au vu des attestations d'assurances fournies, le Maître d'Ouvrage ne pourra exiger une extension de garanties, qu'il s'agisse du montant de celles-ci ou de la nature des risques estimés insuffisamment couverts par le Maître d'Ouvrage. A défaut de satisfaire à cette demande, restée infructueuse un mois après mise en demeure par le Maître d'Ouvrage au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception, les garanties complémentaires seront souscrites aux frais et risques du titulaire auprès d'une compagnie d'assurance aux choix du Maître d'Ouvrage.

Il est précisé que sont exclues des responsabilités du titulaire les dommages dus :

- A un cas de force majeure ;
- A l'intervention d'un tiers que le titulaire n'a pas eu matériellement la possibilité d'empêcher ;
- A des insuffisances ou des défaillances de fourniture qui sont à la charge du Maître d'Ouvrage

4.2 – Modalité d'intervention

Les prestations définies devront être exécutées selon les modalités déterminées ci-après.

4.2.1 Horaires d'intervention

L'horaire normal d'intervention du personnel titulaire doit tenir compte des impératifs d'exploitation des bâtiments et se situer dans les horaires ouvrables (Du lundi au vendredi, de 8 heures à 17 heures quinze en règle générale) sauf spécifications contraires. En ce qui concerne les interventions dans locaux privatifs (Logements de la résidence,...) et locaux à usage industriel (Bordebasse, abattoirs,...), le titulaire et le locataire ou l'industriel conviendront ensemble d'un horaire d'intervention.

En dehors des heures ouvrables, le titulaire doit assurer les interventions en cas de panne ou de trouble de fonctionnement 24H/24, 7J/7, samedi, dimanche et jours fériés, dans les délais et conditions fixées au CCTP.

4.2.2 Conduite et surveillance

Les modalités d'exécution sont définies au CCTP.

4.2.3 Intervention de maintenance préventive

4.2.3.1 Planification

Compte tenu de leur périodicité, les dates et heures des visites et des interventions de maintenance préventives sont fixées par le titulaire qui en informe le Maître d'Ouvrage. Si le Maître d'Ouvrage désire déplacer une visite, il en informe le titulaire qui prévoit le décalage de cette intervention.

4.2.3.2 Documents de maintenance

A chaque visite, le personnel d'intervention du titulaire mentionne de façon lisible sur les documents définis au CCTP l'essentiel de la visite effectuée. Ces documents sont tenus à la disposition du Maître d'Ouvrage à tout moment.

Tous les doubles de ces documents qui seraient remis au Maître d'Ouvrage par ailleurs devront être suffisamment lisibles.

4.2.4 Intervention de maintenance corrective

4.2.4.1 Programme d'exécution

Sur l'initiative du titulaire, un programme d'exécution est établi. La programmation des prestations susceptibles de perturber le fonctionnement normal de l'établissement doit faire l'objet d'une consultation et d'un accord du Maître d'Ouvrage.

De même, si le maître d'Ouvrage estime que les interventions de maintenance correctives ou de garantie totale peuvent nuire au bon fonctionnement de l'établissement, il peut demander au titulaire de lui proposer toutes les dispositions permettant de préserver un fonctionnement satisfaisant.

4.2.4.2 Initiative des interventions

Le titulaire intervient de sa propre initiative ou sur demande du maître d'Ouvrage.

Pour tout dysfonctionnement survenant en dehors des obligations contractuelles du titulaire et relevant de sa compétence technique, le titulaire s'engage à intervenir sur l'ordre de service signé du Maître d'Ouvrage fixant le montant, la nature, l'importance et la durée de l'intervention. L'ordre de service sera établi selon une proposition détaillée et chiffrée du titulaire. Dans le cadre de tels dysfonctionnements hors obligations contractuelles, le Maître d'ouvrage se réserve le droit de faire appel à la concurrence.

Toutefois, dans les cas de première urgence où la sécurité des personnes ou des biens serait en jeu, le titulaire prendra les mesures d'urgence qui s'imposent et il en informera le Maître d'Ouvrage dans les meilleurs délais.

4.2.4.3 Délais d'intervention

Lors d'un appel du titulaire par le Maître d'Ouvrage, le délai imparti au titulaire pour rechercher la cause d'un incident ou commencer une intervention de réparation a pour origine l'appel lui-même. Les délais d'intervention sont fixés au CCTP.

Chaque appel sera consigné et classé par ordre chronologique sur un cahier de liaison, tenu à tout moment à la disposition du maître d'ouvrage.

4.2.4.4 Compte rendu d'intervention

Chaque intervention du titulaire donne lieu à l'établissement d'un compte rendu écrit dans les conditions indiquées à l'article 3.1.9 du CCTP.

4.2.4.5 Fournitures et pièces détachées

Les caractéristiques techniques des pièces de rechange et des matières consommables indispensables à un fonctionnement normal seront celles préconisées ou agréées par le ou les constructeurs et seront conformes aux réglementations et normes en vigueur. Il en sera de même pour tout matériel ou équipement remplacé au titre de la garantie totale.

4.2.4.6 Prestations hors forfait

Les prestations hors forfait font partie du marché dans les conditions suivantes :

- La fourniture, mise en œuvre de pièces de rechange, les remplacements éventuels de matériels non pris en compte par la prestation forfaitaire de garantie totale.
- Les travaux d'équipement, de modification ou de restructuration des installations confiées au titulaire.
- Les travaux éventuels de mise en conformité avec les règlements applicables.
- Les interventions consécutives à un acte de malveillance.
- Généralement, toute fourniture non prévue explicitement à la charge du titulaire dans les pièces générales.

Le titulaire formule ses propositions de travaux ou de prestations hors forfait de façon détaillée (Devis complet). En aucun cas le titulaire ne pourra prétendre avoir l'exclusivité de ces prestations, le Maître d'Ouvrage se réservant le droit de procéder lui-même ou faire procéder à ces travaux par une entreprise de son choix.

4.2.4.7 Coordination des interventions extérieures

Pour les équipements et matériels thermiques nouveaux mis en place au cours du marché au titre de travaux d'extension ou de restructuration, le titulaire prend en accord avec les tiers constructeurs ou installateurs toutes dispositions pour coordonner ses propres interventions avec les opérations de travaux.

De même, lorsque le titulaire doit faire intervenir une entreprise extérieure, il prend en accord avec le Maître d'Ouvrage toutes dispositions pour assurer la coordination de cette intervention.

4.3 - Formation du personnel

Le titulaire assurera la formation du Maître d'Ouvrage à sa demande. Ces formations porteront sur l'utilisation des programmes de télégestion en lecture. Toutefois, pendant toute la durée d'exécution de ce marché, le Maître d'Ouvrage s'interdit de procéder à toute manipulation de télégestion relevant du devoir du titulaire.

Article 5 : Vérifications et admission

5.1 - Opérations de vérification

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par le représentant technique du Maître d'Ouvrage au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution du service conformément aux articles 22, 23 et 24 du C.C.A.G.-F.C.S.

5.2 - Admission

L'admission, à l'exception des services et fournitures réalisés dans le cadre de la Garantie Totale (P3) sera prononcée par le représentant du pouvoir adjudicateur habilité à cet effet dans les conditions prévues à l'article 25.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

5.3 – Réception des ouvrages réalisés dans le cadre de la Garantie Totale P3

La réception des ouvrages réalisés dans le cadre de la Garantie Totale se fera de la façon suivante :

Une fois l'ouvrage terminé, prêt à fonctionner, le titulaire demande par écrit, courrier en recommandé, Fax ou mail auprès de la personne représentant le Maître d'Ouvrage, la réception des travaux.

Cette dernière est prononcée par la personne responsable du marché : un procès verbal est établi, signé des parties. S'agissant d'équipements structurant, la garantie contractuelle applicable aux marchés de travaux s'applique de plein droit. Cette garantie est de deux années, pièces et main d'œuvre comprises. Ainsi, dans le cadre de la transparence, toute intervention sur ce matériel posé pendant la durée de la garantie contractuelle ne sera pas décomptée dans le cadre du contrat P3 du présent marché.

Article 6 : Marchandises remises au titulaire

Sans objet.

Article 7 : Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

Article 8 : Avance

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 €.HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une caution personnelle et solidaire ou d'une garantie à première demande à concurrence de 5,00 % du montant du marché.

Article 9 : Prix du marché

9.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées selon les prix définis par le guide des Clauses Techniques des marchés Publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des matériels et avec obligation de résultat, approuvé par la décision 2007-17 du 4 mai 2007 du comité exécutif de l'Observatoire Economique de l'Achat Public, et selon les stipulations de l'acte d'engagement. En particulier, le marché comprend :

- Une base P2 + P3, de type PF* (prestation au forfait)

Conformément à l'article 10.1.3 du C.C.A.G. applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services, les prix du titulaire comprennent les faux frais, les frais généraux, les garanties et frais d'assurances, les taxes et impôts de toutes natures, et le bénéfice. En particulier, tout changement, modification de taux, suppression ou création de taxe, impôt ou redevance grévant directement ou indirectement les prix seront immédiatement répercutés dans la facturation, soit en hausse, soit à la baisse dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur. Tous les impôts, taxes et redevances générés par l'existence et le fonctionnement des installations confiées sont supportées par le Maître d'ouvrage.

9.2 – Définitions et Variations dans les prix

9.2.1 - Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois **de Juillet 2012** ; ce mois est appelé « mois zéro ».

9.2.2 – Prestation P2 : conduite et maintenance

Les prestations définies au CCTP sont réglées à prix global et forfaitaire annuel.

Ces prix comprennent les frais correspondant à l'obligation faite au titulaire de maintenir les moyens d'intervention en personnel et en matériel en vue d'assurer la conduite, la maintenance et l'astreinte. Les prix forfaitaires couvrent également les interventions et les dépannages effectués de jour ou de nuit, jours ouvrables ou non.

9.2.3 – Prestation P3 : garantie totale

Les prestations définies au CCTP sont réglées à prix global et forfaitaire annuel.

9.3 – Variation des prix

Tous les prix figurant à l'acte d'engagement sont établis en date de valeur au 1^{ier} Juillet 2012 (Mois zéro)

9.3.1 – Prestation P2 : Conduite et maintenance

Les prix sont actualisables au premier janvier de chaque année, selon les règles établies ci-dessous :

$$P'2 = P2 \times (0,15 + 0,75 \text{ ICHTTS}' / \text{ICHTTS}_0 + 0,10 \text{ FSD2}' / \text{FSD2}_0)$$

Avec :

- P'2 : prix actualisé,
- P2 : prix de base figurant à l'acte d'engagement,
- ICHTTS₀ : indice du coût horaire du travail tous salariés des industries mécaniques et électriques, charges salariales comprises, à la date de référence des prix, publié au Moniteur des Travaux Publics.
- FSD2₀ : indice frais et services divers catégorie 2 à la date de référence des prix, publié au Moniteur des Travaux publics.
- ICHTTS' : indice du coût horaire du travail tous salariés des industries mécaniques et électriques, charges salariales comprises, à la date d'actualisation, publié au Moniteur des Travaux Publics.
- FSD2' : indice frais et services divers catégorie 2 à la date d'actualisation, publié au Moniteur des Travaux publics.

9.3.2 – Prestation P3 : Garantie totale

Les prix sont actualisables au premier janvier de chaque année, selon les règles établies ci-dessous :

$$P'3 = P3 \times (0,15 + 0,85 \text{ BT}_{40,0}' / \text{BT}_{40,0})$$

Avec :

P'3 : prix actualisé,

P3 : prix de base figurant à l'acte d'engagement,

BT_{40,0} : Indice Bâtiment chauffage à la date de référence des prix, publié au Moniteur des Travaux Publics,

BT₄₀' : Indice Bâtiment chauffage à la date d'actualisation, publié au Moniteur des Travaux Publics,

Article 10 : Modalités de règlement des comptes

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions des articles 11.2 et 11.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

En cours d'exercice, il est émis à semestre civil échu des factures égales à 50 % des estimations annuelles des bases des redevances actualisées.

Ces factures seront présentées de la façon suivante : pour chaque type de prestation P2, P3, une seule facture en trois exemplaires sera établie reprenant l'ensemble des sites concernés et rédigée selon l'article 10.2, et comportant en annexe l'ensemble des calculs justificatifs nécessaires.

En fin d'exercice, un décompte est établi par bâtiment en fonction de l'actualisation, déduction faite des pénalités éventuelles.

10.2 - Présentation des demandes de paiements

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues aux articles 8 et 8bis du C.C.A.G.-F.C.S.

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original et 3 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- le montant hors taxe des prestations en question après application de la variation de prix ;
- Le cas échéant, la mention des précomptes, retenues et escomptes ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.

10.3 - Mode de règlement

Les prestations, objet du marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

Les sommes dues seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le taux des intérêts moratoires sera celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires auront commencé à courir, augmenté de deux points.

Article 11 : Pénalités

Les réductions et pénalités définies ci-dessous, découlant d'une réclamation du Maître d'Ouvrage reconnue fondée sont exclusives de tout autre dédommagement conformément à l'article 1152 du Code Civil

Les pénalités ci-dessous listées s'appliquent sur les prix hors taxes.

Elles font référence aux non respects ou manquements divers suivants :

11.1 – Définition des manquements divers et non respect.

11.1.1 – Retards - Interruptions

11.1.1.1 Chauffage des locaux

La prestation est considérée comme non conforme si le chauffage est mis en route dans un délai de plus de 12 heures ou s'il est interrompu pendant plus de **quatre (4) heures** consécutives alors qu'il aurait dû être fourni.

Ces retards ou interruptions sont sanctionnés par une pénalité, indépendamment de la suppression du règlement de la prestation non exécutée.

Le montant de la pénalité est calculé pour un nombre entier de journées, étant précisé que le nombre total d'heures de retard ou d'interruption est transformé en nombre de jours, par arrondissement au nombre entier supérieur.

11.1.1.2 Eau chaude sanitaire

La prestation est considérée comme non conforme si, la fourniture de l'eau chaude sanitaire est interrompue pendant plus de **six (6) heures** consécutives.

Une telle interruption est sanctionnée par une pénalité calculée par tranche de vingt-quatre heures contenant la période d'interruption.

11.1.2 Insuffisance ou excès pour le chauffage des locaux

La fourniture de chaleur est considérée comme insuffisante ou excessive si, dans les conditions définies à l'article 6.1, la température intérieure diffère de la température contractuelle, des valeurs définies aux alinéas suivants :

- La température moyenne intérieure diffère de la température contractuelle de 2°C au moins pendant une période continue de vingt quatre heures.
- La température moyenne intérieure diffère de la température contractuelle de 1°C au moins pendant une période continue de quatorze jours.
- La température minimum intérieure diffère de la température contractuelle de 1°C au moins pendant une période de quatorze jours.
- La température maximum intérieure diffère de la température contractuelle de 1°C au moins pendant une période de quatorze jours.

Les températures intérieures relevées pendant les délais éventuellement prévus pour passer d'un régime à l'autre ne sont pas prises en considération pour l'application du présent article. Les insuffisances ou excès définis ci-dessus sont sanctionnés par une pénalité pour chaque jour où ils ont été constatés.

11.1.3 Insuffisance ou excès pour fourniture d'eau chaude sanitaire

La fourniture d'eau chaude sanitaire est considérée comme insuffisante ou excessive si, dans les conditions définies à l'article 3.1.1, la température de l'eau chaude diffère de plus de 3°C de la température contractuelle pendant plus de trois heures.

Les insuffisances ou excès sont sanctionnés par une pénalité pour chaque jour où ils ont été constatés.

Les températures seront mesurées conformément à la réglementation en vigueur et les valeurs constatées et visées par l'occupant des lieux ou son représentant pourront, sur demande de la Collectivité, être consignées au "Livret de conduite"

11.1.4 Insuffisance vis à vis des obligations en terme de légionella

Les obligations décrites au chapitre 3.1.2 C.C.T.P. sont considérées comme insuffisantes dès lors que les essais n'ont pas été réalisés en temps.

Les insuffisances sont sanctionnées par une pénalité pour chaque jour où ils ont été constatés.

11.1.5 Insuffisance pour non entretien des VMC

L'entretien des VMC est considéré comme insuffisant dans le cas d'un arrêt moteur sur une durée supérieure à 24 heures. Cette insuffisance ou excès est sanctionnée par une pénalité par jour de non fonctionnement à compter du troisième.

De même, cet entretien est considéré comme insuffisant dans le cas de non nettoyage manifeste des prises d'air. Ces insuffisances sont sanctionnées par une pénalité pour chaque jour où ils ont été constatés.

11.2 – Pénalités.

11.2.1 - Pénalités pour non respect des conditions de fourniture garantie

Insuffisance de fourniture : 50 € par bâtiment concerné et par jour
Défaut de fourniture : 100 € par bâtiment concerné et par jour

11.2.2 - Pénalités pour retard

Non respect du délai de mise en service du chauffage : 75 € par bâtiment concerné et par jour
Non respect du délai d'intervention de dépannage hors Serre : 75 € par bâtiment concerné et par jour
Non respect du délai d'intervention de dépannage Serre Parcs et Jardin : 500 € par heure.
Non respect du maintien de la température dans les Serres Parcs et jardins ayant entraîné la perte d'une quantité supérieur à 10 % de la production florale globale: 150 % du prix sur le marché local des plantations en pleine floraison de la production concernée.

Non respect des délais de remise des bilans annuels (voir annexe 6 au C.C.T.P.) : 1000 € par jour calendaire de retard.

11.2.3 - Pénalités pour défaut d'exécution des prestations P2 ou P3

Manquement au niveau de l'exécution des prestations P2 ou P3 (La constatation de ce manquement fera l'objet d'une simple notification adressée par télécopie ou remise en main propre au représentant du titulaire sur place.) : Montant de la redevance annuelle / 200
Non conformité de bilan annuel : 500 €

11.2.4 – Pénalité pour défaut vis à vis de la prévention de la légionellose

Manquement décrit au chapitre 8.4 du CCTP : 100 € par jour

11.2.5 – Pénalité pour défaut d'entretien des VMC

Non fonctionnement d'un moteur : 50 € par jour à compter du troisième jour.
Défaut de nettoyage : 50 € par jour calendaire à compter de la constatation

Article 12 : Marché de matériels informatiques, logiciels ou progiciels

Sans objet.

Article 13 : Assurances et garanties

13.1 – Généralités

Avant tout commencement d'exécution, dans un délai de dix jours, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Pour garantir qu'il peut effectivement faire face à ses obligations relatives au compte d'exécution de la Garantie Totale, le Titulaire doit, sur demande de la Collectivité apporter les preuves qu'il est à tout moment capable de disposer, pour l'exécution des travaux, d'un montant au moins égal aux redevances des deux derniers exercices et qu'il peut disposer du solde du compte de Garantie Totale.

13.2 – Installations garanties

La garantie totale s'applique à l'ensemble du matériel pris en charge suivant la désignation faite dans l'article 2 du présent C.C.T.P.

13.3 – Responsabilités et subrogations

La Collectivité subroge le Titulaire dans tous ses droits et actions, nés ou à naître, contre quiconque et notamment à l'encontre des constructeurs, des fournisseurs, des installateurs, des titulaires antérieurs et tous tiers responsables ou estimés responsables d'une avarie ou d'un dommage survenant aux installations dont il assure la Garantie Totale.

La Collectivité s'engage à confirmer cette subrogation à l'occasion de toute prise en charge directe par le Titulaire de dommages aux installations faisant l'objet de la Garantie Totale.

Le Titulaire fait son affaire de toute action amiable ou contentieuse à l'encontre des personnes désignées ci-dessus.

Si, pour une raison quelconque, la clause ci-dessus ne pouvait jouer, la Collectivité s'engage à intervenir aux côtés du Titulaire pour tout recours à exercer.

La Collectivité s'engage également à lui faire bénéficier des indemnités reçues de ses assureurs pour les dommages ayant atteint les installations et que le Titulaire aurait réparé à ses frais, au titre de la Garantie Totale.

Article 14 : Résiliation du marché

Les stipulations du C.C.A.G.-F.C.S., relatives à la résiliation du marché, sont applicables, à l'exception des stipulations qui suivent.

14.1 – Obligation relatives au compte d'exécution de la garantie totale.

Dans le cas où le titulaire ne peut garantir dans un délai de dix jours après mise en demeure qu'il peut effectivement faire face à ses obligations relatives au compte d'exécution de la Garantie Totale, comme prévu à l'article 13 du présent C.C.A.P., le marché est résilié de plein droit.

14.2 – Défaut d'exécution des prestations P2 ou P3

D'autre part, tout manquement grave ou répété au niveau de l'exécution des prestations P2 ou P 3 fera l'objet d'une mise en demeure par le Maître d'Ouvrage, notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception. A la seconde mise en demeure restée sans effet, notifiée par recommandé avec accusé de réception dix jours au moins après la réception de la première lettre, le Maître d'Ouvrage peut faire valoir son droit de résiliation du marché aux torts du titulaire avec, le cas échéant exécution des prestations à ses frais et risques. La procédure exposée ci-avant ne fait pas obstacle aux actions civiles et pénales qui pourraient être intentées à l'encontre du titulaire par qui que ce soit ayant intérêt à ester, en raison des fautes commises, ni obstacle à toutes autres actions qui pourraient être diligentées par le Maître d'Ouvrage.

14.3 – Inexactitude des documents

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 44 et 46 du Code des marchés publics ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 324-4 ou R. 324-7 du code du travail conformément à l'article 46-I.1° du Code des marchés publics, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

En cas de résiliation découlant des paragraphes ci-dessus, aucune indemnité de résiliation ne pourra être réclamée par le titulaire

Article 15 : Droit et Langue

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Article 16 : Clauses complémentaires

Sans objet.

Article 17 : Dérogations au C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services

L'article 5.3 déroge à l'article 25.1 du C.C.A.G. FCS

L'article 11.2 déroge à l'article 14 du C.C.A.G. FCS

L'article 13 déroge à l'article 9 du C.C.A.G. FCS

L'article 14.1 déroge aux articles 32 et 34 du C.C.A.G. FCS

L'article 14.2 déroge aux articles 32 et 34 du C.C.A.G. FCS